



---

## **La Conformité Fiscale des Contribuables : Fondements et Modèles Conceptuels**

### **Taxpayer Tax Compliance : Foundations and Conceptual Models**

**KHOMSI Houda**

Docteure en Sciences Économiques  
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales  
Université Hassan II - Casablanca  
Laboratoire de Recherche sur la Nouvelle Économie et Développement (LARNED)  
Maroc

**MSATFA Zouheir**

Docteur en Sciences Économiques  
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales  
Université Hassan I - Settat  
Laboratoire de Recherche en Economie, Gestion et Management des affaires  
Maroc

**Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.14609364>**

**ABSTRACT:**

This article takes an in-depth look at tax compliance by small and medium-sized enterprises (SMEs) and its crucial role in the economic and social development of nations. It begins by defining the fundamental aspects of tax compliance, highlighting its importance beyond the mere filing of tax returns, including transparency and compliance with legal obligations. The theoretical analysis draws on various conceptual models—voluntary, coercive, conditional, and reactive—to understand the determinants of SMEs' tax behavior. Each model is assessed in terms of the psychological, social, economic, and institutional factors that influence firms' decisions to comply or not with tax regulations. The article also integrates international case studies, comparing experiences from developed and developing countries, to identify best practices and recurring challenges in promoting tax compliance. Finally, practical recommendations are made to build trust between tax authorities and SMEs, simplify tax systems, and effectively balance incentives and sanctions. By promoting an in-depth understanding of tax compliance dynamics, this article contributes to the development of effective tax policies aimed at supporting the growth and competitiveness of SMEs, while ensuring the integrity and stability of national tax systems.

**KEYWORDS:** Tax compliance, SMEs, Economic development, Conceptual models, Tax policies

**RÉSUMÉ :**

Cet article examine en profondeur la conformité fiscale des petites et moyennes entreprises (PME) et son rôle crucial dans le développement économique et social des nations. Il commence par définir les aspects fondamentaux de la conformité fiscale, en soulignant son importance au-delà du simple dépôt des déclarations fiscales, notamment la transparence et le respect des obligations légales. L'analyse théorique s'appuie sur divers modèles conceptuels – volontaire, coercitif, conditionnel et réactif – pour comprendre les déterminants du comportement fiscal des PME. Chaque modèle est évalué en termes de facteurs psychologiques, sociaux, économiques et institutionnels qui influencent les décisions des entreprises de se conformer ou non aux réglementations fiscales. L'article intègre également des études de cas internationales, comparant les expériences des pays développés et en développement, afin d'identifier les meilleures pratiques et les défis récurrents dans la promotion de la conformité fiscale. Enfin, des recommandations pratiques sont formulées pour renforcer la confiance entre les autorités fiscales et les PME, simplifier les systèmes fiscaux et équilibrer efficacement les incitations et les sanctions. En favorisant une compréhension approfondie de la dynamique de la conformité fiscale, cet article contribue au développement de politiques fiscales efficaces visant à soutenir la croissance et la compétitivité des PME, tout en garantissant l'intégrité et la stabilité des systèmes fiscaux nationaux.

**MOTS CLÉS :** Conformité fiscale, PME, Développement économique, Modèles conceptuels, Politiques fiscales

---

## INTRODUCTION

La conformité fiscale, concept essentiel pour une politique fiscale efficace, constitue le pilier de l'intégrité fiscale d'un pays et garantit le bon fonctionnement du système fiscal. Cela comprend des mesures visant à garantir que les contribuables se conforment aux lois fiscales applicables et remplissent leurs obligations en matière de rapports financiers et d'État. Parmi les entités économiques, les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle essentiel en raison de leur diversité et de leur contribution significative au développement socio-économique d'une nation. Cependant, malgré l'importance indéniable de la conformité fiscale pour les PME, de nombreux défis subsistent qui menacent une conformité fiscale optimale. La complexité du comportement de conformité fiscale des contribuables, en particulier des PME, nécessite une compréhension approfondie de différents modèles explicatifs, tels que le modèle volontaire, le modèle coercitif, le modèle conditionnel et le modèle réactif. Ces modèles reflètent un certain nombre de facteurs qui influencent la décision d'une entreprise de se conformer ou non à ses obligations fiscales. Ainsi, la problématique centrale de cette revue de la littérature est d'identifier les déterminants du comportement de conformité fiscale des PME et d'évaluer l'efficacité des différents modèles conceptuels dans ce contexte. En abordant cette question, cet article met en lumière la manière dont divers facteurs internes et externes influencent la conformité fiscale dans les petites et moyennes entreprises et propose les moyens les plus efficaces de promouvoir la conformité fiscale volontaire et durable.

Nous posons comme hypothèse que le modèle conditionnel de conformité fiscale influence de manière significative le comportement de conformité des PME, surpassant ainsi les modèles volontaire, coercitif et réactif dans leur capacité à expliquer et promouvoir une adhésion durable aux obligations fiscales. L'objectif de cette revue est de fournir un aperçu complet et informatif de la conformité fiscale des PME à travers une analyse théorique détaillée et des études de cas internationales, de souligner l'importance de la conformité fiscale des PME dans le développement économique et de fournir des recommandations pratiques. pour renforcer la santé du monde et promouvoir des sociétés durables.

## **2. Analyse théorique du comportement de conformité fiscale des contribuables.**

### **2.1. Généralités sur la notion de la conformité fiscale des contribuables.**

La conformité fiscale des contribuables est un pilier essentiel du fonctionnement des systèmes fiscaux dans le monde et implique un ensemble complexe de devoirs, d'actions et de responsabilités pour les autorités fiscales.

Dans le premier temps, nous examinerons les aspects fondamentaux de la conformité fiscale, définirons ses principaux éléments et considérerons son importance du point de vue de l'obligation fiscale du contribuable. La conformité fiscale des contribuables revêt donc une importance multiforme qui va au-delà du simple dépôt de déclarations de revenus. Elle couvre tout ce que font les contribuables pour se conformer aux lois fiscales, depuis la déclaration précise de leurs revenus jusqu'au paiement des impôts à temps.

Cette conformité implique également le respect des normes de documentation et de transparence requises par les autorités fiscales. Comprendre ces différents aspects peut aider à comprendre la relation de pouvoir complexe entre les contribuables et les autorités fiscales et peut éclairer les mécanismes et les incitations en matière de conformité fiscale.

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent une partie importante de la structure économique. La conformité fiscale est d'une importance capitale pour le développement économique et social d'une nation. Les impôts des petites entreprises soutiennent les fondements des politiques publiques et financent les infrastructures et services publics essentiels. Outre cette contribution financière, une stricte conformité fiscale renforce la crédibilité du système fiscal du pays, favorisant ainsi un environnement économique sain et favorable aux investissements. Comprendre les facteurs et les défis spécifiques de la conformité fiscale pour les PME est essentiel pour garantir leur croissance durable et leur contribution positive à l'économie nationale.

### **2.1.1. Aspects fondamentaux de la conformité fiscale des contribuables.**

La conformité fiscale est un concept compris par de nombreux auteurs qui ont proposé diverses définitions pour expliquer ce phénomène complexe. Elle a été définie par Slemrod (2007) comme « *la volonté manifestée par les contribuables à respecter les lois fiscales, ce qui permet d'assurer l'équilibre économique d'un pays* ». Selon Slemrod (2007), la conformité fiscale fait référence au respect par les contribuables de leurs obligations fiscales légales, soulignant ainsi la nature obligatoire de la conformité. Cette définition souligne l'importance pour les contribuables de respecter les règles fiscales fixées par la loi.

La conformité fiscale est la volonté des contribuables de se conformer aux lois fiscales (Song et Yarbrough, 1978). Une autre approche plus globale de la conformité fiscale est proposée par Lymer et Macgregor (2014). Ils comprennent la conformité fiscale non seulement pour se conformer aux règles fiscales, mais aussi pour comprendre et être en mesure d'appliquer ces règles correctement. Pour les petites et moyennes entreprises (PME), la conformité fiscale comprend la connaissance et la compréhension de leurs obligations fiscales et la capacité de respecter adéquatement leurs obligations fiscales. D'autres auteurs soulignent l'importance de tenir compte des facteurs situationnels lors de la définition de la conformité fiscale. Par exemple, (Torgler & Schneider, 2007) souligne l'importance de la culture fiscale dans la conformité fiscale des PME, notant que les normes sociales et les attitudes à l'égard des obligations fiscales peuvent influencer le comportement des contribuables.

La définition générale de la conformité fiscale englobe la notion complexe de l'adhésion volontaire des contribuables aux réglementations fiscales établies. Ainsi, plusieurs experts dans le domaine ont approfondi cette notion afin de mieux comprendre les dynamiques sous-jacentes.

Les auteurs (Alm, J. et McKee, M., 1998) ont évoqué l'importance des coûts de conformité fiscale dans sa définition, soulignant la façon dont les contribuables perçoivent la relation entre les avantages fiscaux et les efforts de conformité.

La définition économique de la conformité fiscale aborde cette question dans la perspective du choix rationnel des contribuables fondé sur l'équilibre entre les avantages et les coûts

associés à la discipline fiscale. Ce point de vue repose sur l'idée selon laquelle les particuliers et les entreprises prennent leurs décisions en pesant les avantages perçus de la conformité fiscale par rapport aux coûts et aux risques perçus.

James Alm et Benno Torgler ont effectué en 2011 des recherches approfondies sur ce sujet. Ils proposent le concept d'« *avantage fiscal perçu* » pour décrire les avantages que les contribuables tirent du respect de leurs obligations fiscales, comme éviter des pénalités ou maintenir une bonne réputation. Ils ont également identifié les « *coûts perçus* », notamment les coûts directs tels que les frais de comptabilité, ainsi que le coût du temps et des efforts nécessaires pour se conformer. (Alm, J. et Torgler, B., 2011)

D'autres chercheurs, comme (Slemrod et Yitzhaki, 2002), ont contribué à cette vision économique en introduisant la notion de « *risque perçu* ». Ils montrent que les contribuables s'attaquent progressivement aux risques liés à la non-conformité fiscale, comme le risque d'être détecté et pénalisé par les autorités fiscales. Cette évaluation des risques peut influencer leurs décisions de conformité. En résumé, la définition économique de la conformité fiscale met l'accent sur l'importance pour les contribuables de peser les avantages, les coûts et les risques dans leurs décisions fiscales. Les options de conformité sont considérées comme des décisions rationnelles guidées par une évaluation des conséquences financières et des incitations économiques.

D'un point de vue plus comportemental, l'économiste Erich Kirchler en 2008 a proposé une définition qui met en évidence le caractère volontaire de la conformité fiscale. Selon lui, la conformité fiscale peut être considérée comme un processus graduel dans lequel les contribuables passent de la conformité volontaire à la conformité obligatoire.

La définition comportementale de la conformité fiscale se concentre sur l'aspect volontaire du respect par les contribuables de leurs obligations fiscales. Ce point de vue souligne le fait que la discipline financière peut être le résultat d'une décision délibérée des individus plutôt que d'une contrainte externe. Plusieurs experts ont abordé ce concept sous différents angles pour mieux le comprendre.

Erich Kirchler et son équipe (Kirchler, E., Hoelzl, E. et Wahl, I. (2008) ont développé le concept de « *pente glissante* » pour expliquer le processus progressif de conformité fiscale. Selon cette théorie, les individus peuvent passer d'une conformité volontaire à une conformité compulsive en fonction des motivations et des pressions auxquelles ils sont confrontés.

Le psychologue fiscal Robert McGee a fait valoir en 2004 un point similaire en montrant que la conformité fiscale est souvent le résultat d'une combinaison de facteurs externes et internes, et que la volonté d'un individu de s'y conformer joue un rôle important. (McGee, RW, 2004)

Dans un contexte similaire, la chercheuse Susan C. Morse a exploré en 2007 comment les attitudes des individus à l'égard de l'État et du système fiscal peuvent influencer leur comportement en matière de conformité fiscale. Elle a souligné que les contribuables qui considèrent l'État comme un partenaire coopératif ont tendance à s'y conformer plus volontairement. (Morse, SC, 2007).

Ces approches comportementales mettent en évidence la complexité des décisions fiscales individuelles, où les perceptions de conformité peuvent être influencées par des facteurs psychologiques, économiques et sociaux.

Ces recherches mettent en lumière l'importance des interactions sociales et des normes collectives dans la détermination du comportement de conformité fiscale. Les individus et les entreprises peuvent être influencés par les attentes de la société en matière de comportement fiscal, ce qui peut renforcer leur volonté de se conformer aux obligations fiscales.

La définition sociale de la conformité fiscale met en évidence l'impact des normes sociales et des pressions sociétales sur le comportement de conformité fiscale des particuliers et des entreprises. Ce point de vue postule que les choix fiscaux ne sont pas seulement motivés par des facteurs individuels ou économiques, mais également par des attentes et des valeurs sociétales.

Dans une perspective similaire, le chercheur Lars P. Feld souligne que la conformité fiscale peut être influencée par le comportement fiscal et les choix des personnes proches, comme les amis et la famille. Cette dynamique sociale peut conduire à une conformité fiscale cumulative grâce à des normes collectives.

Cette étude met en lumière l'importance des interactions sociales et des normes collectives dans la détermination du comportement en matière de conformité fiscale. Les particuliers et les entreprises peuvent être influencés par les attentes de la société en matière de comportement fiscal, ce qui peut accroître leur volonté de respecter leurs obligations fiscales. Concernant la définition psychologique de la conformité fiscale explore les facteurs psychologiques qui influencent le comportement des contribuables en matière de paiement des impôts. (Wenzel, M. (2004) a renforcé ce point de vue en soulignant l'impact des processus normatifs, c'est-à-dire des normes sociales et personnelles, sur les décisions de conformité fiscale.

De ce point de vue, les croyances et attitudes des individus quant à l'importance du paiement des impôts pour le bien-être de la société jouent un rôle important dans leur décision de se conformer à leurs obligations fiscales. Les contribuables qui considèrent les impôts comme un moyen de financer les services publics et de contribuer au développement de la société sont plus susceptibles de s'y conformer volontairement. À l'inverse, les personnes ayant une attitude négative à l'égard des impôts ou qui ne voient pas les avantages sociaux de la conformité fiscale peuvent être moins motivées à s'y conformer.

Des recherches antérieures menées par Kirchler et ses collègues en 2008 ont également souligné l'importance des dynamiques normatives et sociales dans la conformité fiscale. Ils montrent que les individus sont très sensibles aux normes sociales et aux attentes sociétales en matière de comportement fiscal, ce qui peut affecter leur volonté de s'y conformer.

En résumé, la perspective psychologique de la conformité fiscale met l'accent sur l'importance des croyances, des attitudes et des normes sociales dans le choix de la conformité fiscale. Les motivations liées à l'éthique fiscale et à la contribution à la société jouent un rôle central dans les décisions volontaires en matière de conformité fiscale.

De plus, certains chercheurs soulignent l'importance des caractéristiques économiques et institutionnelles dans la définition de la conformité fiscale. Par exemple, (Hassan et Lewis, 2015) mettent en évidence l'impact de la taille de l'entreprise et de l'environnement réglementaire sur la conformité fiscale. Ils comprennent que les différences dans les structures économiques et réglementaires peuvent affecter les incitations à se conformer aux obligations fiscales.

L'aspect institutionnel de la conformité fiscale se concentre sur l'influence des mécanismes de contrôle, des sanctions et de la qualité institutionnelle sur le comportement des contribuables en matière de paiement de l'impôt. À cet égard, le respect des obligations fiscales est étroitement lié aux règles, réglementations et pratiques établies par l'administration fiscale. Cette approche souligne que la conformité peut être déterminée en observant et en gérant les institutions fiscales.

Torgler et Schneider ont examiné ce point de vue en 2007 en analysant l'impact de l'économie souterraine, de l'éthique fiscale, de la gouvernance et de la qualité institutionnelle sur la conformité fiscale au moyen d'une étude de panel.

Leurs recherches ont montré que des mécanismes de contrôle efficaces et des sanctions dissuasives améliorent la conformité fiscale. En outre, la qualité institutionnelle et la gouvernance jouent un rôle important dans la création d'un environnement propice à la conformité fiscale volontaire.

Ce point de vue souligne l'importance du rôle des autorités et des organisations fiscales dans la promotion de la conformité fiscale. Les efforts visant à accroître la transparence, à introduire des sanctions proportionnées et à établir des pratiques fiscales équitables peuvent avoir un impact positif sur le comportement des contribuables en augmentant leur confiance dans le système fiscal et en réduisant les incitations à la non-conformité.

La conformité fiscale est un domaine essentiel de la recherche en science fiscale. Plusieurs chercheurs ont proposé des définitions et des approches pour comprendre ce concept complexe. Bird (2004) définit la conformité fiscale comme le respect de l'obligation fiscale légale d'un contribuable. Cette perspective souligne l'importance de se conformer aux règles et règlements fiscaux établis par le gouvernement. Torgler (2007) insiste également sur le rôle des facteurs psychologiques et sociaux dans la conformité fiscale. La culture fiscale, la confiance dans les autorités fiscales et la perception de l'équité fiscale peuvent influencer le comportement des contribuables en matière de conformité, a-t-il déclaré. En outre, Kirchler et al., (2010), Ils soulignent l'importance de la motivation intrinsèque et du consentement dans le processus de conformité fiscale. Ces différentes perspectives sont représentées par les travaux de Bird (2004), Torgler (2007) et Kirchler et al. (2010) proposent des approches supplémentaires pour comprendre et analyser le comportement de conformité fiscale des contribuables.

La conformité fiscale des petites entreprises est un sujet qui intéresse de plus en plus les chercheurs et les décideurs. Cependant, il n'existe pas de définition uniforme de ce concept dans la littérature. Selon Kirchler et al (2010), la conformité fiscale des petites entreprises peut être définie comme « *l'adhésion continue aux réglementations fiscales des petites entreprises* ». Cette définition met l'accent sur les aspects volontaires et durables de la

conformité fiscale et suggère que la conformité est un choix conscient plutôt qu'une simple obligation légale.

Torgler et Schneider (2007) définissent la conformité fiscale comme la conformité aux lois fiscales. Les auteurs soulignent que la conformité fiscale peut être influencée par des facteurs tels que la culture fiscale, la confiance dans le gouvernement et le respect de la primauté du droit. Il note également que si les mesures d'exécution telles que les pénalités et les amendes peuvent jouer un rôle dans la promotion de la conformité fiscale, l'aspect de la confiance est important dans la promotion de la conformité fiscale à long terme.

Slemrod (2007) définit la conformité fiscale comme "*la mesure dans laquelle un contribuable respecte ses obligations fiscales légales*". Cette définition met l'accent sur la nature obligatoire de la conformité fiscale et implique que les contribuables doivent se conformer aux réglementations fiscales prévues par la loi. La conformité fiscale peut être mesurée de plusieurs façons, notamment les taux de conformité, qui mesurent le pourcentage de contribuables qui respectent leurs obligations fiscales, et le fardeau fiscal, qui mesure le coût pour les contribuables du respect des réglementations fiscales.

D'autres auteurs, comme Macgregor et Oats (2014), adoptent une définition plus large de la conformité fiscale des PME. Cela comprend non seulement le respect des règles fiscales, mais également la compréhension de ces règles et la capacité de les appliquer correctement. De plus, alors que certains chercheurs soulignent l'importance de la culture fiscale pour la conformité fiscale des PME (Torgler, 2007), d'autres soulignent l'importance des facteurs contextuels tels que la taille de l'entreprise et l'environnement réglementaire (Hassan et Lewis, 2007, 2015).

En résumé, la littérature sur la conformité fiscale des petites entreprises propose différentes définitions de ce concept, chacune mettant en lumière différents aspects de la conformité fiscale. Ces différentes définitions reflètent la complexité de l'observation fiscale des petites entreprises et l'importance de tenir compte de divers facteurs pour mieux comprendre et faciliter l'observation fiscale des petites entreprises.

Selon Andreoni et Erard (1998), la conformité fiscale est « *le respect par les contribuables de leurs obligations fiscales légales* ». La définition de la conformité fiscale proposée par cet auteur est relativement simple et directe. Nous soulignons que la conformité fiscale consiste principalement à respecter les obligations légales. En d'autres termes, les contribuables doivent se conformer aux règles fiscales édictées par les autorités fiscales pour éviter les sanctions et les poursuites judiciaires.

Cette définition est conforme aux approches fiscales traditionnelles qui considèrent la conformité fiscale comme une obligation morale et légale envers l'État du contribuable. Cependant, certains des aspects les plus complexes de la conformité fiscale, tels que les raisons pour lesquelles les contribuables choisissent de se conformer ou non, et les facteurs situationnels susceptibles d'affecter la conformité fiscale des sociétés, ne sont pas pris en compte.

La définition proposée par Alm (2010) met l'accent sur la conformité fiscale des contribuables. Selon cette définition, la conformité fiscale comprend diverses obligations fiscales telles que les déclarations de revenus, les paiements d'impôts et d'autres exigences

fiscales. La conformité fiscale comprend, mais sans s'y limiter, la production de déclarations de revenus et le paiement des impôts, mais comprend toutes les obligations fiscales qu'un contribuable doit respecter. La définition souligne également que la conformité fiscale est une action positive des contribuables qui doivent prendre des mesures pour se conformer à la réglementation fiscale.

La définition proposée par PwC (2015) met en évidence le processus de révision et de contrôle des règles fiscales applicables à une entreprise. Selon cette définition, la conformité fiscale est le processus continu visant à garantir qu'une entreprise se conforme aux lois et réglementations fiscales applicables, telles que les déclarations de revenus, les taxes et autres obligations fiscales.

Cette définition souligne également l'importance de la conformité fiscale pour les entreprises. Les entreprises doivent assurer la conformité fiscale pour éviter les pénalités fiscales et protéger leur réputation auprès des partenaires commerciaux et des institutions financières.

En résumé, la définition de PwC (2015) met l'accent sur l'importance de la conformité fiscale pour les entreprises et sur le processus continu d'audit et de surveillance des réglementations fiscales applicables. Cela suggère également que la conformité fiscale est un élément essentiel d'une gestion efficace de l'impôt sur les sociétés.

James et Alley (2002) définissent la conformité fiscale comme la mesure dans laquelle un contribuable se conforme à ses obligations fiscales légales, y compris le paiement en temps opportun des impôts dus et la déclaration précise et complète des revenus et des actifs. Cette définition met l'accent sur l'importance de se conformer aux obligations fiscales légales, y compris la déclaration précise des revenus et des actifs et le paiement des impôts dus à temps. Les auteurs soulignent également que la conformité fiscale doit être considérée non seulement du point de vue de l'administration fiscale, mais également du point de vue du contribuable, car elle peut affecter la relation du contribuable avec le gouvernement.

Cela souligne l'importance de la conformité fiscale pour le fonctionnement efficace du système fiscal et la relation entre les contribuables et les gouvernements.

La définition de Bird (2004) se concentre sur le processus de collecte de l'impôt et sa mise en œuvre. Selon Bird, la conformité fiscale ne consiste pas seulement à se conformer aux lois fiscales, il s'agit également de la capacité du gouvernement à percevoir efficacement et efficacement les impôts et autres recettes fiscales. La conformité fiscale est donc liée à la capacité du gouvernement à gérer et à percevoir les impôts de manière transparente et à créer un environnement fiscal qui encourage les contribuables à se conformer volontairement aux réglementations fiscales.

La conformité des contribuables comprend plusieurs aspects que les chercheurs étudient pour mieux comprendre ce phénomène. L'un de ces aspects est la motivation à respecter les obligations fiscales. Alm et Torgler (2006) soulignent l'importance de la motivation intrinsèque des contribuables à se conformer aux lois fiscales, citant des facteurs tels que le recouvrement des impôts, la confiance dans les autorités fiscales et la moralité personnelle. Ils justifient que l'intégrité fiscale repose non seulement sur des incitations financières, mais aussi sur des considérations sociales et psychologiques.

Un autre aspect important est l'efficacité du système de contrôle fiscal et de sanctions. Les contribuables sont plus susceptibles de détecter l'évasion fiscale et sont plus susceptibles de se conformer si les sanctions sont difficiles à dissuader (Feld et Frey, 2002). Une administration fiscale efficace avec les bonnes ressources et la capacité de vérifier les déclarations de revenus est essentielle pour faciliter la conformité fiscale.

Dans le même temps, la complexité du système fiscal peut également avoir une incidence sur la conformité fiscale. Plus le système fiscal est complexe, plus il est difficile pour les contribuables de comprendre et de respecter la législation fiscale (Kirchler, 2007). La simplification du système fiscal contribue donc à améliorer la conformité fiscale en corrigeant les erreurs et les malentendus des contribuables. Enfin, la détectabilité et les perceptions de l'équité fiscale jouent un rôle important dans la conformité des contribuables. Les contribuables sont plus susceptibles de respecter les règles fiscales si elles sont perçues comme étant appliquées de manière cohérente et équitable (Torgler et al., 2018). Cela souligne l'importance de la transparence et de la cohérence de la politique fiscale pour faciliter la conformité.

Les aspects de la conformité fiscale des contribuables comprennent la motivation intrinsèque, l'efficacité des contrôles et des sanctions, la complexité du système fiscal et l'équité perçue du système. La compréhension de ces différents aspects peut aider à formuler des politiques fiscales plus efficaces et faciliter une meilleure conformité fiscale des contribuables` . (Kirchler, 2007).

Le cadre conceptuel de la conformité fiscale des contribuables comprend divers modèles théoriques qui expliquent les comportements fiscaux observés, tels que la conformité volontaire, coercitive, conditionnelle et réactive. Chaque modèle propose une perspective unique sur les motivations et les facteurs qui influencent le respect des obligations fiscales, nous détaillerons dans ce qui suit chaque modèle théorique.

## **2.2. Le cadre conceptuel de la conformité fiscale des contribuables.**

Le cadre conceptuel de la conformité fiscale des contribuables comprend divers modèles théoriques qui expliquent les comportements fiscaux observés, tels que la conformité volontaire, coercitive, conditionnelle et réactive. Chaque modèle propose une perspective unique sur les motivations et les facteurs qui influencent le respect des obligations fiscales, nous détaillerons dans ce qui suit chaque modèle théorique.

### **2.2.1. Le modèle de conformité fiscale volontaire.**

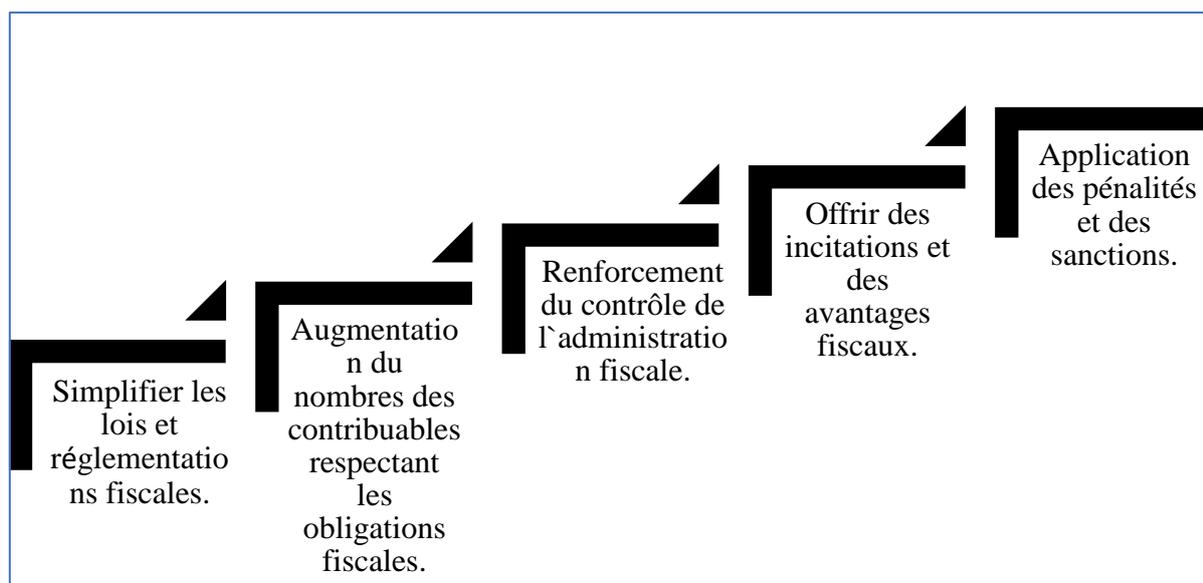
Le modèle de conformité fiscale volontaire se concentre sur le concept de la volonté intrinsèque des contribuables de se conformer à leurs obligations fiscales sans être soumis à des pressions extérieures indues. Il est basé sur de nombreux facteurs psychologiques et sociaux qui influencent le comportement de conformité fiscale d'un individu. La sensibilisation à l'équité fiscale est l'un des éléments clés d'un modèle d'observation volontaire. Selon Kirchler (2007), les contribuables sont plus disposés à se conformer lorsqu'ils perçoivent le système fiscal comme étant équitable. Si les règles fiscales sont équitables et que la répartition de la charge fiscale est considérée comme équilibrée. Une

étude de Torgler et Schneider (2007) a examiné les attitudes envers les paiements d'impôts dans les pays européens et a constaté que les perceptions de l'équité fiscale étaient un facteur important dans la conformité volontaire. La confiance dans les autorités fiscales est un autre élément clé d'un modèle de conformité volontaire. Lorsque les contribuables font confiance à leurs autorités fiscales et reconnaissent qu'elles agissent de manière éthique, transparente et efficace, ils sont plus susceptibles de respecter leurs obligations fiscales. Une étude de Kirchler, Niemirowski et Wearing (2006) souligne l'importance de la confiance mutuelle entre les contribuables et les agents du fisc dans le processus de conformité volontaire. Cette confiance mutuelle favorise la coopération, facilite la communication entre les contribuables et les autorités fiscales et améliore la conformité.

Le modèle de conformité volontaire implique l'adoption de stratégies visant à encourager les contribuables à respecter volontairement leurs obligations fiscales.

La figure suivante présente quelques stratégies essentielles et efficaces pour améliorer la conformité fiscale pour motiver les contribuables à se conformer volontairement aux obligations fiscales.

**Figure 1. Stratégies pour améliorer la conformité fiscale**



*Source : Kirchler, Niemirowski et Wearing (2006). Page 17.*

Les avantages perçus de la conformité fiscale sont également des incitations importantes dans le modèle de conformité volontaire. Les contribuables seront plus motivés à se conformer volontairement lorsqu'ils reconnaîtront des avantages tangibles tels que l'accès aux fonds publics, aux subventions gouvernementales. Kirchler, Niemirowski et Wearing (2006) ont mené des études sur le terrain pour tester diverses stratégies d'application de la conformité fiscale et ont constaté que les messages mettant l'accent sur les avantages sociaux et économiques de la conformité étaient positifs pour le comportement de conformité volontaire. En résumé, le modèle de conformité volontaire met l'accent sur l'importance de l'impartialité fiscale, de la confiance dans les autorités fiscales et de la reconnaissance des avantages de la conformité fiscale pour le comportement des contribuables. Ces facteurs

psychologiques et sociaux influencent la décision des contribuables de se conformer volontairement à leurs obligations fiscales. La compréhension de ces mécanismes nous permet d'élaborer des stratégies et des politiques fiscales qui favorisent la conformité volontaire des contribuables.

Le modèle de conformité fiscale volontaire repose donc sur l'idée selon laquelle les contribuables choisissent de se conformer volontairement à leurs obligations fiscales sans recourir à des sanctions ou à des contraintes externes significatives. Ce modèle met en évidence les facteurs psychologiques, sociaux et économiques qui influencent les décisions des contribuables de se conformer volontairement à la réglementation fiscale. (Kirchler, E., et al. 2008).

Au niveau psychologique, ce modèle suppose que les attitudes, les croyances et les normes personnelles des individus jouent un rôle important dans leurs décisions fiscales. Les contribuables peuvent considérer le paiement des impôts comme une obligation morale envers la société, les incitant à remplir volontairement leurs obligations fiscales. En outre, la perception de l'équité fiscale, c'est-à-dire le sentiment que le système fiscal est juste et égal, peut influencer leur comportement en matière de conformité fiscale.

D'un point de vue social, les normes sociales et les pressions sociétales peuvent également jouer un rôle important dans la conformité fiscale volontaire. Les contribuables peuvent être influencés par les actions et les choix de leurs pairs, ainsi que par les attentes de la société en matière de comportement fiscal. La réputation d'une entreprise peut également être un facteur déterminant, car les contribuables peuvent craindre des conséquences négatives pour leur image si des informations sur leur non-conformité fiscale sont rendues publiques. (Murphy, K., 2004)

Sur le plan économique, le modèle de conformité fiscale volontaire suppose que les coûts et les avantages associés à la conformité fiscale jouent un rôle dans les décisions des contribuables. Si les coûts perçus de la conformité sont faibles par rapport aux avantages perçus, les contribuables sont plus susceptibles de s'y conformer. Cela peut inclure une prise de conscience du potentiel de détection par les autorités fiscales ainsi que des avantages potentiels, tels que des allègements fiscaux. (Alm, J. et Jackson, BR., 2011).

Dans ce modèle, la confiance dans l'administration fiscale et la qualité des services fiscaux jouent également un rôle important. Si les contribuables font confiance au système fiscal et reçoivent un service de haute qualité, ils sont plus susceptibles de s'y conformer volontairement.

En résumé, le modèle de conformité fiscale volontaire met en évidence le rôle des facteurs psychologiques, sociaux et économiques dans les décisions des contribuables de se conformer à leurs obligations fiscales sans contraintes externes significatives. Ce modèle fournit une vue complète de la complexité du comportement en matière de conformité fiscale et souligne l'importance de comprendre ces facteurs pour concevoir des stratégies efficaces visant à promouvoir la conformité fiscale.

### **2.2.2. Le modèle de conformité coercitive.**

Le modèle coercitif de conformité fiscale diffère du modèle volontaire en ce qu'il met davantage l'accent sur l'application de mesures coercitives et incitatives pour inciter les

contribuables à se conformer à leurs obligations fiscales. Contrairement au modèle volontaire basé sur la volonté du contribuable de se conformer à la réglementation fiscale, le modèle coercitif repose sur l'idée que les individus doivent s'y conformer par crainte de conséquences négatives liées à la conformité fiscale.

Dans ce modèle, l'administration fiscale joue un rôle central en imposant de lourdes pénalités aux contribuables en infraction. Des amendes, pénalités et autres mesures coercitives sont utilisées pour empêcher les individus de se livrer à des actes de non-conformité. Des contrôles fiscaux réguliers et une application stricte des lois fiscales visent à minimiser les tentatives de fraude et de dissimulation de revenus. Le modèle de conformité fiscale coercitive suppose que les individus sont principalement motivés par le désir d'éviter les sanctions plutôt que par un engagement moral envers la société. Les sanctions peuvent être considérées comme une contrainte externe obligeant les contribuables à s'y conformer, même s'ils n'en ont pas nécessairement l'intention. (Spicer, MW, 1989)

Cependant, ce modèle n'exclut pas totalement l'influence de facteurs psychologiques et sociaux. Par exemple, la perception de la possibilité d'être détecté par les autorités fiscales peut influencer la décision d'un contribuable de se conformer aux règles, même dans un contexte de coercition. En outre, la réputation de l'entreprise et la pression sociale peuvent toujours jouer un rôle dans la décision d'un contribuable de s'acquitter de son obligation fiscale. (Braithwaite, V., 2003).

En somme, le modèle d'application de la conformité fiscale repose sur le recours à des sanctions et à des mesures coercitives pour motiver les individus à se conformer à leurs obligations fiscales. Même si ce modèle met l'accent sur les limites externes, il n'ignore pas complètement l'importance des facteurs psychologiques et sociaux dans la prise de décision fiscale.

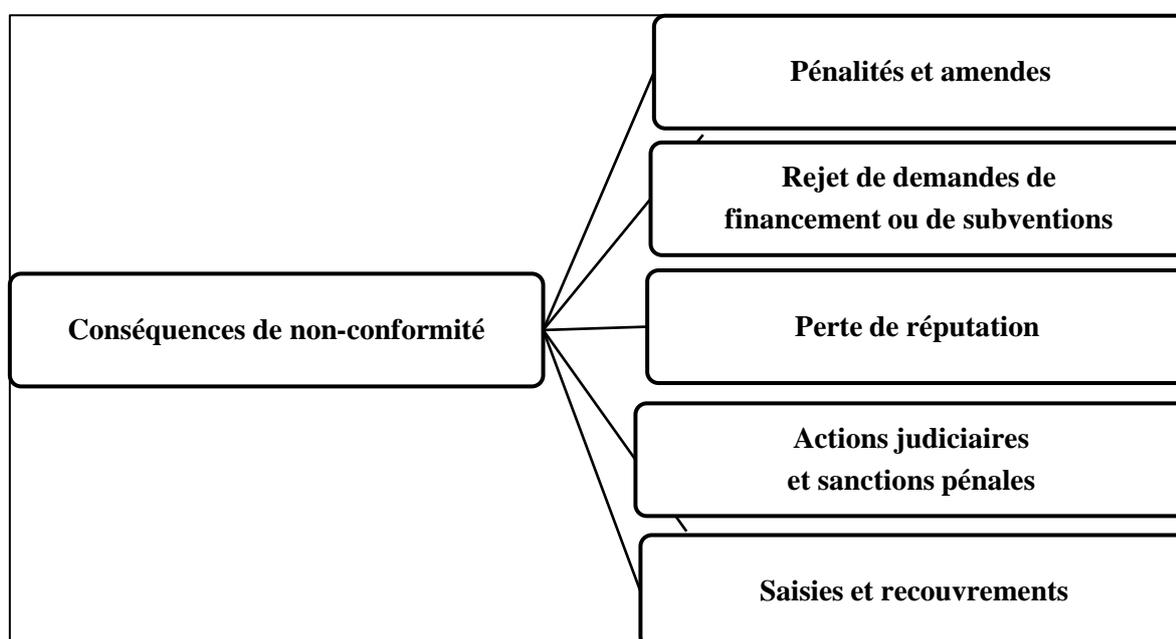
Le modèle de conformité obligatoire repose alors sur l'idée que les contribuables respecteront leurs obligations fiscales par crainte de pénalités ou de conséquences néfastes en cas de non-conformité. Ce modèle met en évidence les obstacles et les barrières à la promotion de la conformité fiscale. Une étude importante dans ce domaine est l'étude de Braithwaite (2003) intitulée « *Dancing with the Tax Administration : Motivating Attitudes and Non-Compliant Behavior* », dans laquelle les contribuables adoptent diverses approches lorsqu'ils traitent avec les autorités fiscales. Elle explore les attitudes motivationnelles. Les auteurs soulignent que la conformité fiscale peut être affectée par la perception des contribuables de l'efficacité des vérifications fiscales et la probabilité d'être exposé pour non-conformité. Les résultats de cette étude indiquent que la peur des sanctions joue un rôle important dans le comportement de conformité des contribuables. Une autre étude importante est celle de Kleven et al. (2011) « *Êtes-vous réticent ou incapable de tricher ?* » Preuve d'une expérience de contrôle fiscal au Danemark. Dans cette étude, nous avons mené une expérience de contrôle fiscal en utilisant des données réelles sur les contribuables danois. Les résultats suggèrent que la perception des audits potentiels et les conséquences financières de l'observation ont un impact significatif sur le comportement d'observation fiscale des contribuables. Il est également important de mentionner l'effet dissuasif des pénalités et amendes fiscales. Une étude de Kleven et al. (2011) a examiné l'efficacité des

stratégies d'application de la conformité fiscale. Leurs recherches montrent que les amendes et la menace d'amendes peuvent dissuader les contribuables de commettre des infractions. La violation des lois fiscales constitue un problème majeur auquel sont confrontées les administrations fiscales du monde entier. Il s'agit d'un problème grave car il peut affecter le développement économique et social du pays. Le non-respect peut donc survenir pour diverses raisons, notamment la méconnaissance des lois fiscales, l'évasion fiscale intentionnelle et la corruption.

Les violations peuvent avoir de graves conséquences, allant d'amendes et d'emprisonnement. De plus, la réputation et la crédibilité de l'entreprise pourraient être ternies.

Certaines des conséquences des infractions fiscales sont énumérées dans la figure ci-dessous :

**Figure 2 : Les conséquences de la non-conformité fiscale**



*Source : Braithwaite, Kleve, Fellner, Zausgruber et Traxler, (2003). Page 20*

En résumé, le modèle de conformité obligatoire met l'accent sur l'importance des mécanismes dissuasifs tels que les contrôles fiscaux, les pénalités et les amendes pour promouvoir la conformité fiscale. Une étude des chercheurs Braithwaite, Kleven et al. Fellner, Zausgruber et Traxler en 2003 soulignent l'impact de la peur des amendes sur le comportement de conformité des contribuables. Cette étude souligne la nécessité de combiner les stratégies d'application avec d'autres approches pour promouvoir la conformité volontaire des contribuables.

### **2.2.3. Le modèle de la conformité conditionnelle :**

Le modèle de conformité fiscale conditionnelle propose une approche intermédiaire entre les modèles volontaires et coercitifs. Dans ce modèle, la conformité fiscale dépend d'une

interaction complexe entre les pénalités et les incitations ainsi que des perceptions et attitudes des contribuables à l'égard des obligations fiscales. (Frey, BS et Torgler, B., 2007). Ce modèle suppose que les individus peuvent être influencés par des motivations à la fois intrinsèques et extrinsèques. Les sanctions jouent toujours un rôle important, mais elles sont combinées à des incitations positives pour encourager le respect des règles. Par exemple, des incitations fiscales et des allègements fiscaux peuvent être utilisés pour récompenser les contribuables qui se conforment et les encourager à continuer de se conformer. Dans le modèle de conformité conditionnelle, il est important de trouver un équilibre entre incitations et pénalités, afin que les individus perçoivent que les avantages de la conformité dépassent les coûts potentiels de la non-conformité. Les autorités fiscales doivent communiquer efficacement sur les avantages de la conformité et veiller à ce que les sanctions soient suffisamment dissuasives pour décourager la non-conformité. (Slemrod, J. et Yitzhaki, S.2002).

Le modèle reconnaît également l'importance des facteurs psychologiques et sociaux. Les normes sociales, les attitudes à l'égard des impôts et les perceptions de l'équité fiscale peuvent toutes jouer un rôle dans les décisions des contribuables en matière de conformité. Les individus peuvent être plus susceptibles de respecter les règles si leurs collègues le font et si la société valorise le respect des obligations fiscales. En résumé, le modèle de conformité fiscale conditionnelle combine des éléments des modèles volontaire et coercitif, reconnaissant que les individus peuvent être influencés par une combinaison de motivations latentes et extrinsèques. Ce modèle met l'accent sur l'importance de trouver un équilibre entre incitations et sanctions, tout en prenant en compte les facteurs sociaux et psychologiques qui influencent la décision de se conformer. (Lewis, A. et Webley, P., 1993)

Le modèle de conformité conditionnelle suppose donc que les contribuables respectent leurs obligations fiscales afin d'obtenir certains avantages ou incitations des autorités fiscales. Ce modèle suppose que la conformité fiscale dépend de la réalisation d'objectifs économiques ou commerciaux spécifiques. Un travail connexe dans ce domaine est celui de (Lewis, A. et Webley, P., 1993) *``Stratégies de mise en œuvre des tests sur le terrain : menaces, appels moraux et informations sociales.``* Cette étude a exploré l'impact des incitations fiscales et des informations sociales sur le comportement de conformité fiscale des contribuables. Les résultats suggèrent que les promesses d'avantages économiques, tels que les réductions d'impôt et l'accès aux fonds publics, peuvent encourager la conformité des contribuables. Une autre étude intéressante est celle de (Kirchler, Niemirowski et Wearing, 2006). Cette étude a exploré les similitudes dans les opinions subjectives partagées entre les contribuables et les agents du fisc concernant la conformité fiscale. Les résultats suggèrent que les contribuables sont plus susceptibles de remplir leurs obligations fiscales s'ils bénéficient d'avantages mutuels et coopèrent avec les autorités fiscales.

Il convient également de noter l'importance des incitations fiscales et des subventions gouvernementales liées à la conformité fiscale. Ces incitations peuvent prendre la forme d'allègements fiscaux pour certaines activités économiques, de crédits d'impôt pour la recherche et la croissance à la création d'emplois. Une autre étude a analysé les perceptions de l'évasion fiscale et a montré que les contribuables sont plus susceptibles de suivre des incitations fiscales attrayantes lorsqu'elles sont disponibles. En résumé, le modèle de

conformité conditionnelle souligne l'importance des avantages économiques et des incitations fiscales dans la promotion de la conformité des contribuables. Les études de Fellner et al., Kirchler, Niemirowski, Wearing, Cullis, Lewis, McDermott en 2002 et d'autres soulignent l'impact positif des incitations et des avantages conditionnels sur le comportement de conformité des contribuables. Ces études soulignent l'importance pour les autorités fiscales de créer des incitations appropriées pour encourager la conformité volontaire des contribuables.

#### **2.2.4. Le modèle de conformité réactive :**

Le modèle de conformité propose une vision selon laquelle la conformité fiscale est largement déterminée par la perception du risque et la capacité à détecter la non-conformité. Dans ce modèle, les contribuables prennent des décisions basées sur les résultats d'un contrôle fiscal et les risques associés à la non-conformité. (Trivedi, VU et Shehata, M., 2020) Dans ce contexte, les contribuables évaluent les coûts potentiels de la non-conformité avec les coûts de la conformité. Si le risque de détection et la pénalité sont jugés élevés, les contribuables sont plus susceptibles de s'y conformer. En revanche, si les contrôles sont laxistes et les sanctions ne sont pas dissuasives, les individus peuvent être encouragés à ne pas se conformer. Le modèle de conformité réactive met donc l'accent sur l'importance des contrôles fiscaux et de l'application efficace des sanctions. Les autorités fiscales doivent mettre en place des mécanismes de contrôle et des sanctions solides pour prévenir le non-respect des règles. Cependant, ce modèle peut également poser des problèmes d'équité, dans la mesure où il ne peut qu'inciter les contribuables les moins réticents à prendre des risques à se conformer, tandis que d'autres exploitent les failles du système de contrôle fiscal. Le modèle reconnaît également l'impact des facteurs économiques et psychologiques. Par exemple, si les coûts de conformité sont élevés par rapport aux avantages reçus, les contribuables peuvent être enclins à négliger leurs obligations fiscales. En outre, les attitudes à l'égard des impôts et les perceptions de l'équité fiscale peuvent influencer la manière dont les individus mettent en évidence les risques et les coûts de la non-conformité. (Torgler, B., 2003).

En résumé, le modèle de conformité réactive met en évidence le rôle important des contrôles fiscaux et des pénalités dans la détermination de la conformité fiscale. Il souligne également l'importance de prendre en compte les facteurs économiques et psychologiques qui influencent la manière dont les contribuables perçoivent les risques et les coûts liés au non-respect des réglementations.

Le modèle réactif est une approche qui met l'accent sur le rôle des mesures de conformité fiscale prises par les autorités publiques dans le comportement des contribuables. Selon ce modèle, les contribuables réagissent aux mesures prises par les autorités fiscales, telles que les audits, les enquêtes et les sanctions, en ajustant leur comportement en matière de conformité fiscale. Une autre étude a exploré les perceptions des contribuables sur l'évasion fiscale dans chaque pays et a souligné l'importance des mesures de conformité fiscale pour le comportement des contribuables. Les résultats montrent que les contribuables sont sensibles aux actions des autorités fiscales et sont plus susceptibles de se conformer à leurs obligations fiscales si des mesures de conformité strictes et efficaces sont en place. Selon

une autre étude connexe est Braithwaite (2003), ``*Dancing with Tax Authorities: Motivational Attitudes and Non-Compliant Actions.*`` Les auteurs examinent différentes attitudes motivationnelles des contribuables vis-à-vis des actions des autorités fiscales. L'étude note que les contribuables peuvent adopter un comportement non conforme en réponse aux mesures coercitives et répressives des autorités.

De plus, le modèle réactif clarifie le concept de « *jeu du chat et de la souris* » entre les contribuables et les autorités fiscales. Les contribuables emploient des stratégies d'évasion fiscale ou d'évasion fiscale pour éviter les contrôles fiscaux, tandis que les autorités fiscales cherchent à détecter et à sanctionner les infractions. Cette dynamique entre les contribuables et les autorités fiscales affecte le niveau de conformité fiscale. Notez que le modèle de conformité réactive peut être combiné avec d'autres modèles de conformité fiscale. Par exemple, les mesures obligatoires du modèle réactif peuvent être combinées avec des incitations fiscales dans le modèle de conformité conditionnelle pour encourager les contribuables à se conformer volontairement. En d'autres termes, le modèle réactif met l'accent sur l'importance des actions des autorités fiscales pour influencer le comportement des contribuables. Les recherches de Caris, Lewis, McDermott et Braithwaite en 2009 révèlent l'impact des politiques de conformité fiscale sur le comportement des contribuables et soulignent la nécessité de stratégies de conformité fiscale efficaces.

### **3. DISCUSSIONS.**

La présente revue de la littérature a utilisé divers modèles conceptuels pour mettre en évidence la complexité du comportement de conformité fiscale des petites et moyennes entreprises (PME). L'hypothèse centrale selon laquelle le modèle conditionnel de conformité fiscale a un impact significativement plus important sur le comportement de conformité des PME par rapport aux modèles volontaires, coercitifs et réactifs trouve un solide soutien dans les études analysées. En effet, en intégrant à la fois des incitations intrinsèques et extrinsèques, ainsi que des facteurs psychologiques, sociaux et économiques, le modèle conditionnel fournit une compréhension plus nuancée et plus complète des motivations des petites entreprises en matière de conformité fiscale.

Le modèle volontaire est important, mais il présente des limites lorsqu'il est considéré isolément. Le modèle volontaire repose principalement sur la volonté interne des contribuables et peut ignorer les incitations externes nécessaires pour faire respecter les règles. À l'inverse, étant donné que le modèle coercitif se concentre sur les sanctions et la réglementation, la conformité peut être motivée par la peur des sanctions plutôt que par un véritable effort pour se conformer aux obligations fiscales. Le modèle réactif, en revanche, se concentre sur la perception des risques et les capacités de détection, mais ne capture pas pleinement les dynamiques sociales et psychologiques qui influencent la conformité.

En combinant ces différents aspects, le modèle conditionnel s'avère être le modèle le plus prédictif et le plus efficace pour expliquer et promouvoir une conformité fiscale durable des PME. Cette approche permet de répondre aux différents besoins et motivations des entreprises en proposant à la fois des incitations positives et des mécanismes de dissuasion appropriés. De plus, en tenant compte des normes et croyances sociales en matière d'équité

fiscale, le modèle conditionnel favorise un environnement dans lequel la conformité est considérée comme bénéfique à la fois aux entreprises et à la société dans son ensemble.

#### **4. CONCLUSION.**

En conclusion, cette revue de littérature a démontré que la conformité fiscale des petites et moyennes entreprises (PME) est un élément crucial pour le développement économique et la stabilité des systèmes fiscaux nationaux. L'analyse des différents modèles conceptuels ``volontaire, coercitif, conditionnel et réactif`` a révélé que le modèle conditionnel, en intégrant à la fois des incitations intrinsèques et extrinsèques ainsi que des facteurs psychologiques, sociaux et économiques, offre la meilleure explication et promotion de la conformité fiscale durable des PME. Contrairement aux modèles purement volontaires ou coercitifs, le modèle conditionnel présente une approche plus équilibrée et adaptable, répondant aux diverses motivations et contraintes auxquelles les PME sont confrontées. Les études de cas internationales ont renforcé cette conclusion en illustrant les meilleures pratiques et les défis rencontrés dans différents contextes économiques. Les recommandations formulées, telles que la simplification des régulations fiscales, le renforcement de la confiance entre les autorités fiscales et les PME, ainsi que l'investissement dans des programmes de formation et de sensibilisation, sont essentielles pour améliorer la conformité fiscale. Enfin, cette étude souligne la nécessité d'une collaboration continue entre chercheurs, décideurs et praticiens afin de développer des politiques fiscales efficaces et équitables, contribuant ainsi à un environnement économique propice à la croissance et à la compétitivité des PME. En adoptant une approche conditionnelle et holistique, les nations peuvent non seulement renforcer l'intégrité de leurs systèmes fiscaux mais aussi favoriser un développement économique soutenu et inclusif.

#### **5. RECOMMANDATIONS.**

A la lumière des analyses et des résultats présentés, plusieurs recommandations peuvent être formulées pour améliorer la conformité fiscale des petites et moyennes entreprises (PME). Premièrement, il est important que les autorités fiscales adoptent une approche conditionnelle combinant à la fois des incitations positives et des sanctions dissuasives. Cette approche récompense non seulement les entreprises qui se conforment volontairement à leurs obligations fiscales, mais dissuade également efficacement les comportements non conformes grâce à des sanctions appropriées. Par exemple, l'introduction de programmes de reconnaissance et de récompense pour les petites entreprises conformes peut promouvoir une culture de conformité fiscale, tandis que des sanctions sévères en cas d'infraction fiscale peuvent accroître l'effet dissuasif de la réglementation.

La simplification des règles fiscales est un outil important pour faciliter la conformité fiscale des petites et moyennes entreprises. Les systèmes fiscaux complexes peuvent constituer un obstacle majeur, en particulier pour les entreprises disposant de ressources limitées pour faire face aux exigences légales. En simplifiant les règles fiscales et en fournissant des orientations claires et accessibles, les autorités peuvent aider les petites et moyennes entreprises à mieux comprendre et respecter leurs obligations fiscales. En outre, accroître la transparence des

processus fiscaux et garantir une application équitable des règles renforcera la confiance entre les PME et les autorités fiscales et contribuera à améliorer la conformité.

En intégrant ces recommandations, les décideurs peuvent non seulement renforcer l'intégrité fiscale, mais aussi investir dans des programmes de formation et de sensibilisation destinés aux propriétaires et aux gestionnaires de petites entreprises. Ces programmes vous aideront à mieux comprendre vos obligations fiscales et les avantages liés à la conformité. Des ateliers, séminaires et ressources en ligne sont disponibles pour fournir les connaissances aux petites entreprises à se conformer aux règles fiscales. En outre, il est recommandé d'intégrer des facteurs sociaux et psychologiques dans la politique fiscale. En prenant en compte les normes communautaires et les valeurs éthiques, les autorités fiscales peuvent promouvoir une culture fiscale positive au sein du monde des affaires et accroître la conformité volontaire.

Enfin, il est crucial de poursuivre la recherche sur les déterminants de la conformité fiscale des PME et d'évaluer régulièrement l'efficacité des politiques mises en place. Une recherche continue permet d'ajuster les stratégies en fonction des évolutions économiques et sociales, assurant ainsi la pertinence et l'efficacité des mesures adoptées. L'évaluation régulière des politiques fiscales permet également d'identifier les meilleures pratiques et de les adapter à différents contextes nationaux, contribuant ainsi à une amélioration constante des taux de conformité fiscale.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

- 1) Alm, J. et Jackson, BR (2011). ``Conformité fiscale et effet de l'éducation sur la perception de l'équité fiscale.`` *Revue des finances publiques*, 39(3), 362-390.
- 2) Alm, J. et McKee, M. (1998). ``*La conformité fiscale comme jeu de coordination. Journal de l'organisation et du comportement économiques*,`` 34(3), 301-316.
- 3) Alm, J. et Torgler, B. (2011). ``*L'éthique est-elle importante ? Conformité fiscale et moralité. Journal d'éthique des affaires*`` , 101 (4), 635-651.
- 4) Andreoni, J., Erard, B., & Feinstein, J. (1998). ``*Tax compliance. Journal of Economic Literature*, 36(2), 818-860.
- 5) Bird, RM et Slack, E. (2004). Impôts locaux et dépenses locales dans les pays en développement : renforcer la connexion wicksellienne », *Administration publique et développement* 34(4), 359-369.
- 6) Braithwaite, V. (2003). Une nouvelle approche de la conformité fiscale, dans V. Braithwaite, éd., *Taxer la démocratie : comprendre l'évitement et l'évasion fiscales*. Aldershot, Royaume-Uni, Ashgate. 190 pages.
- 7) Feld L. P., Frey B. S. (2007). ``*Tax compliance as the result of a psychological tax contract: The role of incentives and responsive regulation*``. *Law & Policy*, 29(1), 102–120.
- 8) Feld, L. P., & Frey, B. S. (2002). ``*Trust breeds trust: How taxpayers are treated*``. *Economics of Governance*, 3(2), 87-99.
- 9) Hassan, S., & Lewis, J. (2007). ``*Determinants of tax compliance behavior: A proposed model for Malaysia. International Journal of Economics, Management and Accounting*, 15(1), 57-77.
- 10) Hassan, S., & Lewis, J. (2015). ``*Tax knowledge, tax complexity and tax compliance: Taxpayer's view.*`` *Procedia Economics and Finance*, 31, 686-696.
- 11) James, S., & Alley, C. (2002). ``*Conformité fiscale, auto-évaluation et administration fiscale*``. *Journal de psychologie économique*, 23(2), 147-162.

- 12) Kirchler E., Hoelzl E., Wahl I. (2008). `` *Conformité fiscale forcée ou volontaire : le cadre de la « pente glissante »* ``. Journal de psychologie économique , 29(2), 210-225. <https://doi.org/10.1016/j.joep.2007.05.004>
- 13) Kirchler,E.,& Wahl, I. (2010). `` *Tax compliance inventory TAX: Designing an inventory for surveys of tax compliance* ``. Journal of Economic Psychology, 31(3), 331-346.
- 14) Kirchler, E., Hoelzl, E., & Wahl, I. (2008) `` *Enforced versus voluntary tax compliance: The "slippery slope" framework* ``. Journal of Economic Psychology, 29(2), 210-225.
- 15) Kirchler, E., Niemirowski, A., & Wearing, A. (2006). `` *Shared subjective views, intent to cooperate, and tax compliance: Similarities between Australian taxpayers and tax officers* ``. Journal of Economic Psychology, 27(4), 502-517.
- 16) Kleven, H. J., Knudsen, M. B., Kreiner, C. T., Pedersen, S., & Saez, E. (2011). `` *Vous ne voulez pas ou ne pouvez pas tricher ? Preuve d'une expérience de contrôle fiscal au Danemark* ``. Econometrica, 79(3), 651-692.
- 17) Lewis, A. et Webley, P. (1993). `` *Perspective économique de la conformité fiscale* ``. Revue européenne de droit et d'économie, 1(1), 7-29.
- 18) McGee, RW (2004). « *Une enquête auprès d'experts en commerce international* ». Journal d'éthique des affaires, 53 (1-2), 6-16.
- 19) Morse, SC, (2007). « *Le rôle de l'éducation fiscale* ». Revue fiscale de Floride, 7(6), 415-461.
- 20) Murphy, K. (2004). « *Explaining tax compliance: An institutional design approach* ». Journal of Economic Behavior & Organization, 54(1), 1-18.
- 21) Oats, L., & Macgregor, A. (2014). « *Social responsibility, accountability and sustainability in tax: An introduction* ». Journal of Tax Administration, 1(1), 1-5.
- 22) PwC. (2015). Tax compliance: The importance of getting it right. PricewaterhouseCoopers LLP.
- 23) Slemrod, J. et Yitzhaki, S. (2002). « *Tax avoidance, evasion, and administration* ». In Handbook of Public Economics (Vol. 3, pp. 1423-1470). Elsevier.
- 24) Slemrod, J. (2007). « *Cheating ourselves: The economics of tax evasion* ». Journal of Economic Perspectives, 21(1), 25-48.
- 25) Song, Y. D., & Yarbrough, T. E. (1978). « *Tax ethics and taxpayer attitudes: A survey* ». Public administration review, 442-452.
- 26) Spicer, MW (1989). « *Stratégies de conformité et d'évasion fiscale* ». Journal fiscal national, 42(3), 339-346.
- 27) Torgler, B., Schaffner, M., Macintyre, A. et Albrecht, S. (2018). « *Conformité fiscale, dignité humaine et éthique : vers un cadre pluridisciplinaire* ». Journal d'éthique des affaires, 150(1), 257-270.
- 28) Torgler, B. et Schneider, F. (2007). « *What shapes attitudes toward paying taxes? Evidence from multicultural European countries* ». Social Science Quarterly, 88(2), 443-470.
- 29) Trivedi, VU et Shehata, M. (2020). « *Quel modèle d'application fiscale stimule la conformité fiscale ? Un examen des comportements des contribuables égyptiens* ». Journal d'éthique des affaires, 161(2), 341-362.
- 30) Wenzel, M., & Taylor, N. (2004). « *An experimental evaluation of tax reporting schedules: A case of evidence based tax administration* ». Economic Record, 80(249), 359-376.